

Consultation CRE du 11/12/2025 relative à la procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au RPT dans les zones à gabarit



Réponse EDF

9 janvier 2026

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?

Dans son document de consultation, la CRE fait état d'un afflux de demandes de raccordement dépassant la capacité disponible d'environ 1 GW suite à la publication par RTE des premières zones dans lesquelles des raccordements avec gabarit ont été proposés aux stockeurs (Cartostock) le 9 octobre dernier. Dans ce contexte, la CRE considère que l'application stricte de la procédure de traitement de type « premier arrivé – premier servi » des demandes de PTF présente un risque de concentration des attributions de capacités sur les postes éligibles sur un nombre trop faible d'acteurs et augmente in fine le risque qu'un nombre important de projets n'aboutissent pas.

Tout d'abord, EDF tient à souligner que le risque de voir des projets ne pas aboutir n'est pas nécessairement lié au fait que l'attribution repose sur un nombre trop faible d'acteurs. En outre, le document de consultation n'apporte pas d'éclairage sur les demandes qui ont été faites suite à la publication des zones à gabarit le 9 octobre 2025 et notamment sur le nombre de demandes comparé au nombre d'acteurs, à la taille des projets, ... qui aurait permis de mieux apprécier la situation et de mieux appréhender la crainte de la CRE sur la capacité des acteurs à mener à bien les projets proposés. Néanmoins EDF partage l'importance de devoir réduire au maximum le nombre de projets qui rentrent en file d'attente et qui in fine n'aboutiront pas.

Par ailleurs, EDF considère que les évolutions récentes de la DTR contribuent à maîtriser ce risque. En effet, la DTR en vigueur prévoit des engagements financiers conséquents de la part des demandeurs, dès la demande de PTF avec le versement d'une somme forfaitaire de 50 400 € et, une fois la PTF acceptée par le demandeur, avec le premier acompte de la « phase études » afin d'entrer en file d'attente. Cette DTR a été modifiée il y a 1 an pour conditionner les demandes de PTF à un acompte et engager fortement les acteurs d'un point de vue financier et administratif (justification de l'avancée des travaux à date anniversaire de la demande, preuve du dépôt du permis de construire dans la troisième année suivant la demande). Ces règles garantissent qu'une demande de PTF déposée par un acteur sans la robustesse financière et organisationnelle nécessaire à l'aboutissement du projet sera sortie de la file d'attente au profit de demandes plus solides.

Question 2 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?

EDF n'est pas favorable au processus envisagé par la CRE pour plusieurs raisons :

- Le processus envisagé par la CRE ne permet pas de parer complètement au risque de voir des projets entrer dans la file d'attente de raccordement qui in fine n'aboutiront pas.
- La modification des règles de traitement des demandes de raccordement doit se faire dans le cadre d'une concertation dédiée associant l'ensemble des parties prenantes et avec un délai d'analyse et de retour adapté.

- Une évolution rétroactive des règles de raccordement enverrait un signal négatif aux acteurs du marché français. Le projet d'évolution objet de la consultation risquerait d'amenuiser la confiance des acteurs dans le marché français, réduirait la concurrence sur le marché et nuirait à la compétitivité des flexibilités à disposition de la collectivité in fine.

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?

EDF s'interroge sur le choix de cette restriction en nombre de postes et sur la valeur de 20% retenue. Les raisons menant à ces choix mériteraient d'être clairement explicitées pour permettre de répondre à cette question, comprenant notamment :

- Une analyse comparative d'une restriction en nombre de postes attribués plutôt qu'une restriction en puissance ;
- Dans le cas d'une restriction sur le nombre de postes, l'analyse de sensibilité du pourcentage retenu.

Question 4 : Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?

Voir réponse à la question 3. Sans élément supplémentaire, il est difficile de se prononcer sur l'intérêt de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF.

Toutefois, l'intérêt de limiter la puissance de raccordement par opérateur semble limité. En effet, une telle limitation pourrait conduire à multiplier les projets de moindre taille par différents opérateurs sur la même zone, réduisant les économies d'échelles possibles par les opérateurs et multipliant les ouvrages de raccordement dédiés à chaque opérateur. Cela conduirait donc in fine à des inefficacités dans l'attribution des capacités de raccordement.

Question 5 : Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?

Le délai d'une demi-journée entre les envois des PTF concurrentes est bien trop court. En effet, les acteurs ont besoin de temps suffisant pour analyser la PTF et prendre leur décision, délai qui dépasse largement la demi-journée. Un délai de 1 semaine minimum est nécessaire (le délai de paiement à RTE n'est pas inclus), à la fois pour tenir compte du temps d'analyse, du temps nécessaire à la validation d'un tel document (notamment pour les entreprises de taille intermédiaire et au-delà).

Question 6 : Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençage de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?

Limiter le risque de non-réalisation des projets qui entrent dans la file d'attente réinterroge l'application stricte de la procédure en vigueur reposant sur le principe de « premier arrivé – premier servi ». EDF tient à rappeler ici que la révision récente de la DTR qui a conduit à conditionner les demandes de PTFs au versement d'un acompte et qui demande de justifier de l'avancement du projet constitue seulement une première étape pour limiter ce risque.

Par ailleurs, les réflexions visant à passer d'un système de séquençage reposant sur une approche de type « premier arrivé – premier servi » à une approche « premier prêt – premier servi » devraient

en toute logique aboutir à proposer une solution concrète qui maîtrise mieux ce risque de non-réalisation. Ainsi que l'a confirmé RTE dans son récent Bilan Prévisionnel, le GRT réfléchit à la mise en place d'un tel principe. Cette réflexion rejoint les évolutions envisagées au niveau européen à ce sujet, notamment dans le cadre du récent "Grids Package". EDF est favorable à une concertation approfondie concernant l'évolution de ce principe qui devrait être menée début 2026 d'après RTE. Cette réforme est de nature à garantir davantage la maturité des projets en file d'attente et leur taux de réalisation. Cette concertation est connue des acteurs, ce qui leur permettra d'anticiper et d'ajuster leurs stratégies en conséquence pour leurs projets.

Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?

EDF tient à souligner que la période choisie pour cette consultation n'a pas permis aux acteurs de répondre de manière optimale aux questions posées, notamment lorsqu'il s'est agi d'établir une contre-proposition consolidée au processus proposé par la CRE. En effet, 3 semaines et demie ont été laissées pour répondre, au milieu desquelles se sont situées les fêtes de fin d'année, laissant in fine moins de deux semaines pleines aux acteurs pour préparer leur réponse.